

La police et les prisons sont des institutions violentes et racistes, issues d'un héritage colonial, qui ne servent qu'à reproduire les injustices du système capitaliste. Tous les jours, même quand c'est la soi-disant paix sociale, la police violente, harcèle et incarcère les personnes les plus démunies et les plus opprimées. Et quand elles se soulèvent, c'est encore la police et la prison. Le problème, ce n'est pas seulement les dérives violentes de la police, mais l'institution policière elle-même, qui constitue une forme de violence, tout comme les tribunaux, les lois et les prisons. Peut-on vraiment parler de pommes pourries quand l'institution entière existe pour réprimer et opprimer?

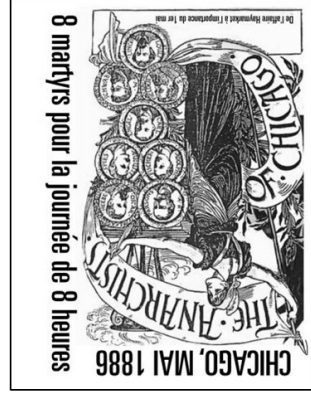
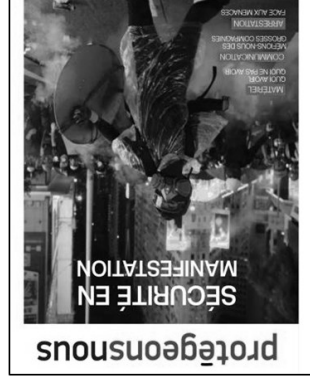
Ce zine est la transcription éditée d'un épisode de la série de podcast "Le verger au complet"; une collection d'entrevues touchant à différents thèmes liés à la police, aux prisons et à la justice, mise sur pied par la CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes), un groupe basé à Tiohtià:ke/Montréal, en terres autochtones non-cédées habitées entre-autres par la nation Kanienkha:ka.

Derrrière l'idée de ce projet, il y avait une volonté de partager des connaissances, des expériences et des imaginaires radicaux, afin de mieux comprendre qui sont et comment fonctionnent nos ennemis. Il peut être difficile d'y voir clair à travers la supposée neutralité du système juridique et les discours de légitimation de la police. Comment faire la part entre bavures individuelles et discriminations institutionnalisées? Qu'est-ce qui explique la surreprésentation de certains groupes dans les prisons?

Comment ces structures nous mettent-elles à mal en prétendant vouloir nous protéger et nous servir? Comment la catégorie de "criminel·le" est-elle construite? Ne sert-elle pas seulement à nous faire avoir peur les unes et les uns des autres? En quoi le définancement de la police est-il insuffisant et son abolition nécessaire? Comment repenser la justice au sein d'un état qui perpétue le génocide des peuples autochtones? Quel type de justices alternatives pourraient remplacer le système répressif et punitif actuel? Quelle forme prendrait la justice transformatrice dans une société post-révolutionnaire? Et dans la société actuelle? C'est entre autres ce que nous avons exploré au fil des épisodes. Nous proposons une analyse critique qui s'oppose à la vision libérale, préférant cibler les pommes pourries plutôt que de s'attaquer aux systèmes d'oppression.

On le sait, la police ne discrimine et n'opprime pas également tous les groupes sociaux. On la voit rarement dans Westmount, alors qu'on sait très bien que les milliards détournés dans les paradis fiscaux ne proviennent pas de Montréal-Nord! La police est continuellement en train de faire du profilage social et racial, et ce sont souvent les groupes moins représentés dans l'espace public qui subissent la surveillance, le harcèlement, la violence et la discrimination des policiers. En s'acharnant particulièrement sur ces groupes, les policiers utilisent leur autorité pour faire avancer leurs lignes politiques d'extrême-droite, patriarcales et moralisatrices. Les personnes qui font du travail du sexe sont particulièrement visées par la police et par le fait même, surreprésentées dans les prisons. De plus, les personnes qui

pratiquent le travail du sexe ont été particulièrement affectées par les mesures mises en place par les politiciens lors de la pandémie de COVID-19. À Montréal, Stella, un organisme par et pour les travailleuses du sexe qui existe depuis plus de 25 ans, présente dans ce zine une entrevue avec Sandra Wesley, directrice générale de Stella et militante de longue date pour les droits des travailleuses du sexe.

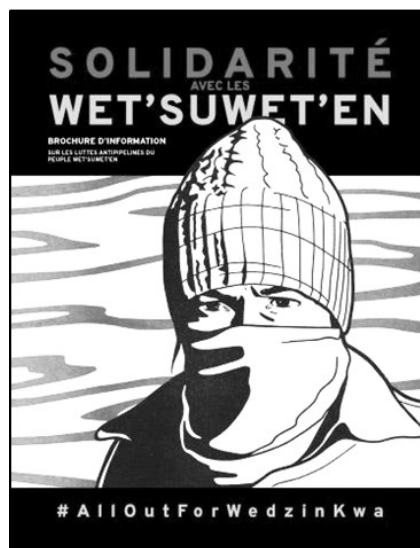
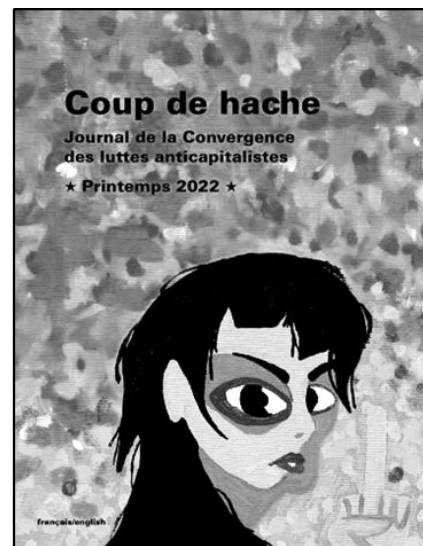


Nos textes, zines, collants et affiches sont **gratuits** et peuvent être téléchargés à partir de notre site web : clac-montreal.net. Des copies physiques peuvent aussi être trouvées à la bibliothèque anarchiste DIRA, au Centre Social Anarchiste l'achoppe, dans les locaux de plusieurs associations étudiantes (AFESH-UQAM, AGEVCM, SOGÉCOM, etc.) ou dans le local de QPIRG-Concordia, notamment au Salon du livre anarchiste de Montréal.

Première question, pour mieux se situer, comment définirais-tu le travail du sexe?

Sandra : Donc, le travail du sexe c'est une catégorie qui inclut beaucoup beaucoup de choses, c'est un terme politique qu'on s'est donné en tant que communauté pour toutes se rejoindre dans une lutte ensemble, donc c'est tout travail où on échange des services sexuels contre de l'argent ou contre autre chose aussi. Parfois, dans des économies informelles, on peut parler d'échanger contre de la drogue, échanger contre une place où dormir ou peu importe d'autre chose et, donc, ça inclut plusieurs sphères. Ça inclut les personnes qui travaillent dans la pornographie, ça inclut les personnes dans les bars de danseuses, les salons de massage, les escortes, les personnes qui travaillent sur la rue, donc des personnes qui travaillent dans des endroits pas très très formels, parfois dans des endroits très informels, de façon indépendante ou qui travaillent aussi pour d'autres personnes, donc ça inclut là toute une catégorie de personnes. À la fin ce qu'on a en commun, c'est qu'on échange des services sexuels contre quelque chose, généralement de l'argent, et que pour nous évidemment c'est un travail, donc une activité économique. C'est pas une exploitation inhérente qu'on subit, même si le travail est une exploitation inhérente, mais pas plus spécifique. Donc c'est vraiment quelque chose qu'on fait pour payer nos factures généralement.

Autres publications de la CLAC :



Quelles sont les relations typiques entre la police et les travailleuses du sexe?

Sandra : Eh, donc c'est sûr que les relations sont très négatives entre les polices et les travailleuses du sexe. On sait qu'on a des unités entières au SPVM dédiées à trouver les travailleuses du sexe et nous harceler de toutes sortes de façons, souvent sous l'égide de la moralité. Peu importe comment les lois changent, le SPVM a encore cette attitude-là qu'on est immorales et qu'on a besoin d'être surveillées, d'être contrôlées. Et depuis 2014, le travail du sexe est entièrement criminalisé au Canada et cette nouvelle criminalisation elle vient aussi avec un changement d'attitude envers nous, on est passées de criminelles à victimes d'exploitation, même si on commet des crimes, c'est pas très logique, mais c'est la vision du gouvernement actuel. Donc, les policiers ont maintenant un mandat de nous sauver en plus de nous criminaliser et ça les rend encore plus agressifs, encore plus violents, encore plus créatifs dans les façons de nous déshumaniser.

Un exemple avec le SPVM récemment (NDLR : en 2019), c'est l'opération Radar, donc c'est une opération du SPVM où ils ont enseigné à toutes les employées des hôtels et des taxis de l'industrie du tourisme de savoir comment repérer une travailleuse du sexe, vraiment sur la base de profilage complètement absurde et de nous dénoncer à la police. Tout ça sous la guise qu'on est sûrement toutes exploitées et que ce serait une façon de nous sauver, qu'on est probablement

Tant qu'un segment de la population exercera un pouvoir disproportionné sur le reste d'entre nous et sur les ressources dont on a besoin pour survivre, la police existera pour réguler, discipliner et maintenir ce contrôle. La violence policière n'est pas un accident – c'est une menace quotidienne - qui ne peut être séparée du contexte socio-politique dans lequel elle existe.

Les mesures d'austérité s'accroissent, les mécanismes d'exploitation néocoloniale se modernisent, les technologies de surveillance se normalisent dans nos quartiers en gentrification et c'est la police qui permet tout ça. C'est donc important de continuer d'approfondir notre compréhension des appareils de répression, de leurs mécanismes et de leurs outils. Mais aussi de bâtir des méthodes alternatives afin de régler nos différends, qui ne reposent pas sur l'autorité et la violence.

On traite de tout ça dans les autres épisodes du podcast *Le Verger au complet*, que vous pouvez trouver partout où vous écoutez vos podcasts ou à www.clac-montreal.net/fr/verger. On vous invite à partager ce zine sur le travail du sexe, consulter la section « Publications » de notre site web et rester aux aguets pour la parution de nos prochains zines!

toutes mineures, etc. Donc, la police est en train de mobiliser le citoyen moyen comme agent, extension de la police, pour surveiller les autres personnes dans la société et nous dénoncer de cette façon-là. Donc, on voit que quand on est vues comme des victimes, c'est quelque chose que la population est prête à faire, qu'elle ferait pas ça si la police disait « bon nous on veut juste arrêter des travailleuses du sexe, on aime pas les travailleuses du sexe ». Eh bien on arriverait pas à avoir cette mobilisation-là, mais quand on dit aux gens que c'est une question de nous sauver, c'est une question de mettre fin à l'exploitation, et bien, l'employé moyen d'un hôtel va même se sentir bien d'appeler la police sur nous. Donc, c'est ce qu'on voit dans les dernières années, dans les relations avec la police, qu'il y a cette augmentation de ce type de surveillance, qui est vécue vraiment de façon très violente par les personnes concernées.

Quelles sont les conséquences concrètes sur les personnes qui pratiquent le travail du sexe? Peux-tu nous donner des exemples?

Sandra : Eh oui, absolument. Les conséquences de la criminalisation et du harcèlement policier sont à toutes les sphères de l'industrie, donc on peut penser par exemple aux femmes qui travaillent sur la rue. Donc, évidemment, y'a beaucoup beaucoup de répression, y'a des policiers qui vont être en contact avec nous presque tous les jours quand on travaille sur la rue, qui vont vouloir menacer d'arrêter nos

pas s'exposer à ces violences-là, donc pour nous c'est très sérieux ce combat-là.

On sait que dans les prisons provinciales, environ 80% des femmes qui sont incarcérées ont une expérience de travail du sexe. Ce qu'on sait aussi pour nous, c'est que tant au niveau des femmes autochtones assassinées et disparues qu'au niveau des autres femmes qui vivent de la violence, que les mêmes femmes qui sont le plus à risque de violence sont les femmes qui sont le plus à risque d'incarcération et de contacts avec la police. Donc si on veut mettre fin à la violence envers les femmes, y faut mettre fin à la police qui est la source de violence et de conditions qui facilitent la violence.

Depuis des années, des travailleuses du sexe s'organisent et se battent pour améliorer leurs conditions de travail et les rendre plus sécuritaires. Or, la police et les politiciens s'acharnent sans répit à tenter de les enfermer, voire de les éradiquer, en créant de nouvelles lois et en les appliquant brutalement. Ces lois ont des conséquences immondes sur la vie et les corps des travailleuses du sexe, qui sont continuellement surveillées et harcelées. En situation pandémique ou non, lutter au front et en solidarité avec les travailleuses du sexe, c'est s'assurer que des personnes particulièrement vulnérables ne soient pas en danger continuel. Ne pas dénoncer, c'est la base, mais il faut aller plus loin : il faut abolir la police et les prisons.

clients. Ça veut dire qu'on doit toujours prendre des mesures de sécurité, donc tout ce qu'on peut faire pour améliorer notre sécurité peut aussi nous rendre plus visibles, peut nous rendre plus à risque de contacts avec la police. Souvent on va se trouver à prendre des risques qu'on voudrait pas prendre. Par exemple, plutôt que de passer plusieurs minutes à parler avec un client dans sa voiture, d'analyser la situation, où est-ce qu'on s'en va, c'est quoi les prix, c'est quoi les services, et bien on va sauter dans la voiture tout de suite et, évidemment, la dynamique de pouvoir va changer grandement. Ça crée donc des conditions où un agresseur va trouver des opportunités de nous cibler.

Aussi, on pense par exemple à des femmes qui travaillent de façon indépendante et qui annoncent en ligne. Et bien c'est sûr que le client ne sait pas s'il parle avec un policier, la travailleuse du sexe ne sait pas si elle parle avec un policier, donc tout le monde doit faire attention et ça implique parfois de ne pas parler en détail des services qu'on offre, de ne pas être capables de bien négocier, de pas être capables de faire une évaluation du client. Souvent les travailleuses du sexe aimeraient demander des pièces d'identité, mais on sait que ça ne sera jamais possible dans un contexte où le client peut se faire arrêter. Donc ça a ce genre de répercussions-là dans toutes les sphères de notre travail. Le chauffeur, il est criminalisé si on demande de l'aide, si on demande à une amie de nous emmener au travail, elle commet un crime de proxénétisme également. Donc, ça fait en sorte qu'on est

solidarité avec nous, mais souvent cette solidarité-là elle est pas retournée.

Des gens pensent que c'est une fabulation de parler de l'abolition de la police et des prisons, qu'en penses-tu?

Sandra : Ah, ben c'est pas une joke pour nous, c'est très sérieux, il faut abolir les prisons et les prisons parce que ça n'a aucune utilité dans notre société. Quand on a des personnes qui ont pas assez de nourriture à manger, qu'on a des personnes qui vivent toutes sortes de misères énormes, on n'a pas les moyens en tant que société de payer tout cet argent-là pour la police, de construire des prisons, d'incarcérer les personnes. C'est tellement une atteinte profonde à la dignité humaine, à tout ce qu'on devrait vouloir comme société, puis oui, y'aura toujours des personnes qui commettent des actes de violence, y'a d'autres façon de gérer cette violence-là, pis on le voit à chaque fois que la répression et la punition ne fonctionnent pas. Ces agresseurs-là que tout le monde est content de voir enfermés en prison et bien c'est nous dans nos communautés qui les recevont quand ils sortent de prison et qu'ils sont encore plus violents et qui sont encore plus endommagés psychologiquement. On va pas régler ces problèmes-là à travers la prison, on va régler ces problèmes-là à travers d'autre chose, incluant de la compassion, incluant, de se donner les conditions physiques, matérielles, financières pour être capables de vivre et de ne

toujours en train d'avoir peur de la police et de se protéger d'eux.

Y'a également beaucoup de descentes de police qui vont se passer dans les endroits où se fait le travail du sexe. C'est souvent les policiers qui vont venir, soit dans un bar de danseuses ou un salon de massage, où y'a peut-être cinq-six-sept femmes qui travaillent et on va voir vingt, trente, parfois même cinquante policiers arriver tous ensemble. Pour eux c'est comme une expédition... une petite activité sociale. Et puis ils vont évidemment déporter toute personne qui n'a pas sa résidence permanente. Ils vont évidemment fouiller tout le monde, arrêter beaucoup de personnes si elles vendent des drogues ou autre chose, et puis, au niveau psychologique évidemment c'est quelque chose qui est très très lourd à porter quand on se promène dans la société toujours avec la peur de la police.

Pis on sait que le système carcéral aussi y s'étend beaucoup plus que juste les agents de la police, y'a aussi les agents de la DPJ, la protection de la jeunesse, qui vont être très hostiles avec les travailleuses du sexe. Donc, on doit toujours, si on a des enfants, avoir peur de l'intervention de l'état de cette façon-là. On ne peut pas déclarer nos impôts sans avoir peur de commettre un crime, en fait, et que soit l'agence du revenu soit la police viennent nous questionner. On ne peut pas aller à la banque sans avoir peur que notre argent soit saisi et

de femmes dans l'industrie du sexe, la pratique du travail du sexe est une façon de lutter contre le capitalisme, on sait que beaucoup de travailleuses du sexe ont fait du travail du sexe parce qu'on est dans une situation de pauvreté parce qu'on rejette aussi souvent eh... des emplois plus formels et qu'on préfère être dans des économies informelles à côté de ce système-là. Souvent à la fin, ce qu'on fait à la fin en tant que femmes pauvres, c'est sortir de notre classe sociale de pouvoir aller avoir accès à des personnes riches, à l'argent des personnes riches et à le ramener dans nos communautés. Ainsi, pour beaucoup de personnes, le travail du sexe c'est une pratique anticapitaliste, pour beaucoup d'autres c'est une pratique de survie dans le monde capitaliste, mais c'est très dommage pour nous de voir souvent ce manque de solidarité là et que nos collègues de la gauche sont souvent réticents à nous supporter. Puis évidemment dans les dernières années avec cette montée là du discours d'exploitation qui va emprunter beaucoup à des luttes anticapitalistes hein, on est toutes contre l'exploitation du travail quand on lutte dans ces milieux là, donc y vont emprunter de ce langage-là. Donc c'est sûr que ça porte beaucoup à confusion, je pense, pour beaucoup de personnes. Mais à la fin si on regarde par exemple un organisme comme Stella depuis les tout débuts, où est-ce qu'on est impliquées, on est impliquées dans la justice pour les personnes migrantes, on est impliquées contre la police, on est un des groupes fondateurs de la coalition pour définancer la police ici à Montréal, on est impliquées dans toutes les luttes qui devraient être en

dénoncé à l'état. On se retrouve vraiment dans une situation de surveillance constante.

Outre les arrestations, les déportations, les détentions, ya aussi un autre élément : lorsqu'on est criminalisé, ce qui est tout le temps, toute notre vie, peu importe qu'est-ce qu'on fait, ça nous atteint tout le temps et je pense que c'est un des pires effets de la criminalisation, qui souvent n'est pas visible dans les statistiques. Même si on n'a pas une histoire à raconter spécifique, c'est une accumulation de vivre sous la criminalisation qui est très lourde.

Il y a des risques de criminalisation pour vos proches également. Est-ce que tu pourrais nous en parler un peu?

Sandra : Oui, absolument. Depuis 2014, ce que la loi dit, c'est que toute personne qui aide une travailleuse du sexe à travailler comment l'offense de proxénétisme. Donc, ya aucune nécessité de prouver que y'avait une exploitation, que y'avait une coercition, une violence, et la personne a même pas besoin de se faire payer pour ses services. Donc, on parle vraiment si deux travailleuses du sexe travaillent ensemble et se réfèrent un client par exemple, et bien elles viennent de commettre l'offense de proxénétisme. Les réceptionnistes, les chauffeurs, les collègues de travail, même si on demande à un membre de la famille de nous emmener voir un client, si on

plusieurs personnes, c'est quelque chose aussi qui est mal compris. On a tellement l'habitude dans notre société de penser aux travailleuses du sexe comme presque comme un concept théorique en fait, comme si on est pas des vraies personnes ou un peu comme une mythologie de travail du sexe, et c'est très difficile pour nous d'être visibles publiquement. Ça fait souvent que y'a beaucoup de conversations sur nous qui nous incluent pas du tout. De plus, y'a évidemment une alliance très très proche entre l'extrême droite souvent religieuse conservatrice et certains groupes féministes qui se disent de gauche et qui sont impliqués aussi dans d'autres questions de gauche, mais qui ont une haine profonde des travailleuses du sexe et des femmes trans et donc on voit souvent un mélange de ces discours-là qui sont difficiles à défaire.

Je pense aussi que pour beaucoup de personnes qui sont dans des luttes anticapitalistes que à première vue penser au travail du sexe eh bien c'est vu comme une version extrême du capitalisme, on est rendu en train de vendre des services sexuels qui ne devraient jamais être marchandisés et tout ça. Pour beaucoup de personnes y'a quelque chose de très théoriquement problématique avec ça, mais de notre côté les travailleuses du sexe, évidemment on est un mouvement de travailleuses. Le mouvement moderne des travailleuses du sexe s'est développé beaucoup avec les mouvements syndicaux dans les années 1960s-1970s et c'est de là qu'on vient, c'est notre vision et je pense aussi que pour beaucoup

utilise quelqu'un comme aide pour mettre nos annonces en ligne, et bien toute façon d'aider une travailleuse du sexe c'est du proxénétisme. Et y'a une autre loi également qui parle du bénéfice matériel, donc l'argent qu'on fait, qui serait un fruit de la criminalité et toute personne qui partage cet argent-là est aussi quelqu'un qui commet un crime. Donc, on va parler notamment de si on paye quelqu'un pour nous aider, on paye un ami pour être notre gardien de sécurité, et bien cette personne-là aussi, et bien aussi c'est un crime qu'elle commet. Et puis notre argent, si on le met à la banque, il peut être saisi aussi. Et puis ça va vraiment impliquer au niveau criminel toutes les personnes autour de nous. Y'a quelques exceptions dans la loi, par exemple nos enfants ne peuvent pas être arrêtés si on les nourrit avec l'argent provenant du travail du sexe. Mais même les exceptions ont ensuite des exceptions aux exceptions, qui font en sorte que la majorité des exceptions ne s'appliquent même pas dans la plupart des cas.

Et puis l'objectif derrière ces lois-là, c'est vraiment entièrement d'éradiquer le travail du sexe. Donc, le gouvernement était très très clair lors du passage de ces lois-là, que c'est pas un objectif de nous protéger, de nous donner de meilleures conditions de travail ou d'améliorer nos vie, c'est vraiment de nous éradiquer entièrement et puis, donc, la loi elle est écrite dans ce sens-là, de rendre impossible le fait de travailler dans l'industrie du sexe. Évidemment, dans les faits, les travailleuses du sexe continuent de travailler. Cette loi-là va pas nous empêcher, on a encore des factures, y'a personne

Évidemment pour ce qui est du travail du sexe, le fait qu'on a commencé de nous définir comme victime en plus de criminelles et bien ça fait que pour eux ce n'est plus vu comme un crime sans victime, mais c'est vu comme si on est des femmes exploitées qui ont besoin d'être sauvées, donc ça les motive également à nous cibler davantage. Donc pour nous c'est clair que ce qu'on a besoin c'est un changement, oui au niveau de la culture de la police, beaucoup moins de policiers aussi, parce qu'on sait qu'on a beaucoup trop de policiers et qu'ils ont rien à faire en fait et que c'est comme ça qu'ils vont nous cibler. En effet, ils doivent payer aussi pour leur existence, donc les contraventions font partie de cette méthode-là de payer pour leur travail, ils sont aussi dans un système capitaliste, hum, mais il faut d'abord et avant tout changer les lois, donc on a besoin de décriminaliser, on a besoin de vraiment retirer beaucoup beaucoup de choses du Code criminel pour retirer ce mandat-là, parce que tant que les policiers ont comme mandat d'éradiquer toutes les drogues, d'éradiquer tout le travail du sexe, et bien c'est sûr qui vont continuer de nous cibler peu importe qu'est-ce qu'on fait au niveau des pratiques policières.

Pourquoi le travail du sexe n'est pas défendu par les milieux de gauche comme les autres formes de travail?

Sandra : Euh, je pense que le travail du sexe c'est quelque chose qui génère des réactions très émotionnelles de

qui paye notre loyer avec cette criminalisation-là, donc, c'est sûr que tout le monde continue de travailler, mais dans des conditions qui sont beaucoup pires et plus dangereuses aussi.

Comment la COVID a transformé la surveillance policière des travailleurs et travailleuses du sexe, particulièrement dans le travail de rue?

Sandra : Donc, la COVID est arrivée avec tout de suite évidemment les grands pouvoirs de santé publique, surtout au Québec, y'a eu une vague très répressive au début de la COVID, ce qui est très dommage parce que dans le milieu VIH, l'autre pandémie depuis 40 ans, y'a beaucoup beaucoup de connaissances qui ont été développées au fil des années qui prouvent que la répression n'est pas un outil de santé publique utile, c'est quelque chose qu'on sait très bien, mais la santé publique s'est tout de suite pliée à l'attitude répressive du gouvernement du Québec et puis on a vu les contraventions qui ont commencé assez tôt et puis évidemment lorsqu'un policier a un pouvoir supplémentaire qui lui est donné, toujours, dans toutes les situations, c'est les personnes marginalisées qui vont être ciblées d'abord et avant tout. Et puis c'est ce qu'on a vu avec les personnes en situation d'itinérance, les personnes visibles dans l'espace public comme les travailleuses du sexe ont tout de suite vécu la répression.

que parfois y fait une enquête criminelle, parfois y'a un inspecteur de la ville, parfois il est en train de faire les règles de santé publique. Tous ces pouvoirs qui s'accumulent ça fait qu'on a aucun droit face à un policier qui a envie de nous interpellé.

Pourquoi la police s'attaque aussi fort à des crimes qui sont essentiellement sans victime?

Sandra : Les policiers ont été mis en place pour faire appliquer les lois du Code criminel, essentiellement passées par nos élus. On sait que le gouvernement fédéral à travers le Code criminel a mis beaucoup d'énergie sur le fait de criminaliser toutes sortes de choses qui ne devraient aucunement être criminalisées, comme on parle des drogues, notamment le travail du sexe, la pauvreté en général également qui est criminalisée de toutes sortes de façons. C'est donc ce que les policiers doivent faire, leur mandat. Et puis je pense aussi qu'on est des cibles faciles et que pour les policiers et on les voit parfois dans des tables de concertation des tables de quartier, où ils sont très très fiers de pouvoir venir dire au résident du quartier, « eh bien on est en train de vous débarrasser de ces personnes-là, regardez combien de contraventions on a données à des personnes itinérantes », c'est quelque chose qui vont s'en vanter et être très très fiers et penser qui sont en train de contribuer à quelque chose de bien dans la société.

Et cette répression-là, elle vient de deux façons, on parle d'avoir une contravention... Parfois y'en a beaucoup qui sont données, parfois y'en a moins aussi qui sont données, mais c'est le fait que le policier a maintenant ce pouvoir-là, donc, le fait qu'il peut donner une contravention veut dire qu'il peut demander des pièces d'identité, qu'il peut rentrer dans l'espace des gens et intervenir de cette façon et ça ajoute une couche de harcèlement supplémentaire et de menace, c'est ce qu'on a vu beaucoup. Les policiers à Montréal on le sait, sur la rue, y vont pas arrêter tout le monde tous les jours, y vont pas donner des contraventions à tout le monde tous les jours, mais y vont être très menaçant et harcelant, on a eu beaucoup de femmes qui ont rapporté des policiers qui les menaçaient de donner une contravention qui étaient très intimidants, très violents avec elles de façon constante et de... En plus d'être dans une pandémie et de manquer d'argent, de devoir aussi fuir la police beaucoup plus.

Ce qu'on a vu aussi, c'est assez rapidement à Montréal que y'a eu des numéros de téléphone de dénonciation qui ont été mis en ligne pour dénoncer là nos voisins qui respectent pas les règles de COVID et évidemment très très rapidement les personnes qui aiment pas les travailleuses du sexe, qui ont une travailleuse du sexe dans leur quartier, sur leur rue, ont commencé à appeler la police, on a eu beaucoup d'échos là, beaucoup d'appels de la population à la police pour dénoncer les travailleuses du sexe, donc on sait que quand y'a une communauté qui est vue comme indésirable, dès que y'a un

pouvoir supplémentaire qui est donné à la police où à la société, et bien les gens vont s'accaparer ce pouvoir là pis essayer de l'utiliser contre nous également. Je sais que parfois y'a des personnes que « Okay, oui », okay, on pense à des personnes qui ne sont pas marginalisées et qui ne respectent pas les règles COVID pour quelque raison absurde, et que ça peut faire du bien de dire « ah ben tant mieux pour eux s'ils ont une contravention », mais dans les faits, ces gens-là vont toujours être la minorité de ceux qui souffrent de cette répression-là, puis c'est les personnes marginalisées là, qui portent le poids de ça. Donc nous, chez Stella, avec nos collègues de plusieurs autres organismes du milieu de l'itinérance, du milieu du VIH et de la réduction des méfaits, dès le début de la pandémie, une des premières actions était de nous créer un comité pour demander l'amnistie des contraventions, pour essayer à faire des revendications là-dessus, on est encore en train de travailler là-dessus jusqu'à maintenant malheureusement, mais c'était un des impacts premiers dès que la COVID est arrivée, que la répression et on le voit jusqu'à maintenant avec le passeport vaccinal qui devient aussi une excuse pour les policiers pour rentrer dans des endroits et maintenant qui, comme y peuvent demander les pièces d'identité pour voir le passeport vaccinal ça leur permet de ne pas avoir une raison valable pour interpellé quelqu'un mais de le faire quand même et que c'est maintenant justifié, donc les pouvoirs policiers on le voit s'accumulent comme ça de toutes sortes de façons contre l'industrie du sexe, un policier du SPVM peut jouer sur le fait